



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

epost Connect only
Connexion postel seulement

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Systems Software Procurement Division / Division des
achats des logiciels d'exploitation
Terrasses de la Chaudière
4th Floor, 10 Wellington Street
4th etage, 10, rue Wellington
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet Enterprise Fraud Management	
Solicitation No. - N° de l'invitation B7310-190250/B	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client B7310-190250	Date 2020-06-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$EE-067-37544	
File No. - N° de dossier 067ec.B7310-190250	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-25	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Pignat, Michael	Buyer Id - Id de l'acheteur 067ee
Telephone No. - N° de téléphone (873) 354-4163 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE PROPOSITIONS MODIFICATION 008

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES

5.1. Lorsque SPAC a déjà conclu un arrangement en matière d’approvisionnement négocié, il serait préférable d’harmoniser les modalités d’appuyer les protocoles connexes et d’harmoniser pleinement l’emploi à long terme autorisé des produits logiciels. Afin d’optimiser l’arrangement en matière de coûts et de licence, de maintenance et de support avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) sur une période de 10 ans, le Canada accepterait-il d’acheter une licence de logiciel, une maintenance et un support auprès de l’éditeur de logiciel? De cette façon, tous les contrats existants pour les produits de logiciel sous licence utilisés par IRCC et le gouvernement du Canada seraient entièrement harmonisés.

5.1. L’exigence initiale s’applique à IRCC. Le marché qui en résulte permet au Canada de mettre à la disposition de n’importe quel ministère la solution de gestion de la fraude d’entreprise (GFE) en exerçant les biens et services optionnels disponibles au moyen de modifications au contrat.

5.2. Lorsque SPAC a négocié un arrangement en matière d’approvisionnement portant sur l’achat de licences de logiciels (AAALL) avec un fournisseur de logiciel, il a optimisé ses modalités de licence, de maintenance et de support qui sont harmonisées dans l’ensemble des ministères. En faisant en sorte qu’IRCC tire parti des contrats d’AAALL actuels négociés par SPAC, la maintenance et le soutien seraient harmonisés. À la suite de la question et de la réponse 3.3 de la modification 004, en ce qui a trait à l’acceptation des soumissions des revendeurs de logiciel à condition qu’un formulaire d’attestation de l’éditeur de logiciel dûment rempli et signé soit soumis, nous voudrions clarifier le processus en cause. Veuillez confirmer que IRCC accepterait un modèle de revente selon lequel le soumissionnaire (qui revend le logiciel, la maintenance et le support du fournisseur du logiciel) signerait un contrat de revente avec IRCC pour vendre le produit, la maintenance et le soutien du logiciel sous licence à IRCC. Il s’agit pour IRCC de conclure un contrat de licence utilisateur final directement avec le fournisseur du logiciel (éditeur de logiciel) et de détenir les licences. Le soumissionnaire devrait quand même fournir le formulaire d’autorisation de l’éditeur de logiciel signé à titre de certification.

5.2. Selon la réponse fournie à la question 3.3 de la modification 004 « Le gouvernement du Canada acceptera les soumissions des revendeurs de logiciel lorsqu’un formulaire d’autorisation de l’éditeur de logiciel joint dûment rempli et signé est soumis dans le cadre de la soumission de l’offre et que l’éditeur confirmera que les seules conditions contractuelles énoncées dans la présente invitation s’appliqueront à l’utilisation du logiciel par le Canada. »

5.3. À la suite de la question et de la réponse 3.8 de la modification 004, IRCC reconnaît l'existence d'un bureau de service pour le logiciel sous licence, qui existe souvent pour les offres de logiciels matures de fournisseurs de logiciels tiers. Étant donné qu'il n'y a pas de définition dans la DP d'un bureau de services, IRCC harmoniserait-il ses exigences en matière de soutien du logiciel dans la DP et préciserait-il que le temps de réponse prévu à l'alinéa 7.3 c) peut être harmonisé à un AAALL du gouvernement du Canada négocié par SPAC avec le même fournisseur de logiciels?

5.3. L'expression bureau de service vise à saisir les lignes de services définies dans les clauses contractuelles résultantes de l'alinéa 7,3 c) Soutien du logiciel. Les délais de réponse demeureront tels qu'ils sont décrits à l'alinéa 7,3 c).

5.4. À la suite de la question et de la réponse 3.8 de la modification 004, IRCC reconnaît l'existence d'un bureau de service pour le logiciel sous licence, qui existe souvent pour les offres de logiciels matures de fournisseurs de logiciels tiers. Étant donné qu'il n'y a pas de définition dans la DP d'un bureau de services, IRCC harmoniserait-il ses exigences en matière de soutien du logiciel dans la DP et préciserait-il que le délai d'exécution de la correction d'erreur dans l'article 2 du Guide des CCUA (4004) peut être harmonisé à un AAALL du gouvernement du Canada négocié par SPAC avec le même fournisseur de logiciel?

5.4. L'expression bureau de service vise à saisir les lignes de services définies dans les clauses contractuelles résultantes de l'alinéa 7,3 c) Soutien du logiciel. Les délais de correction d'erreurs décrits à la section 2 du Guide des CCUA (4004) demeureront inchangés, en tenant compte de la reconnaissance faite à la question et à la réponse 4.16 de la modification 006.

5.5. IRCC harmoniserait-il les exigences en matière d'inspection et d'acceptation aux termes de l'article 12 du Guide des CCUA (4003) avec les dispositions relatives à l'inspection et à l'acceptation aux termes d'une AAALL du gouvernement du Canada négociée par SPAC avec le même fournisseur de logiciel?

5.5. Les exigences en matière d'inspection et d'acceptation aux termes de l'article 12 du Guide des CCUA (4003) demeureront inchangées.

5.6. 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions et 2.27. Objet : Critère C01 Expérience passée de l'entreprise

Il y est question des soumissions d'une seule entreprise et des soumissions d'une coentreprise. Plus tard, vous mentionnez qu'un revendeur de logiciels peut soumettre une soumission conformément à l'article 3.3 ci-dessous.

3.3. Partie 2 article 2.1 – Le gouvernement envisagerait-il d'autoriser la revente de logiciels par le biais d'un arrangement de revente standard qui transite par les modalités du fournisseur de logiciel au gouvernement?

3.3. Le gouvernement du Canada acceptera les soumissions des revendeurs de logiciel lorsqu'un formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint dûment rempli et signé est soumis dans le cadre de la soumission de l'offre et que l'éditeur confirmera que les seules conditions contractuelles énoncées dans la présente invitation s'appliqueront à l'utilisation du logiciel par le Canada.

Pour toutes les exigences, y compris l'expérience et les clients en référence, l'expérience et les références du fabricant d'équipement d'origine (FEO) peuvent-elles servir de base à la présentation?

5.6. Ces renseignements se trouvent dans les articles suivants du document d'invitation à soumissionner : 3.1.2 Présentation d'une seule soumission par soumissionnaire, 3.1.3 et 3.1.4 Expérience de la coentreprise.

5.7. Veuillez trouver les deux questions suivantes :

- a. Pourquoi IRCC n'acceptera-t-il pas « un modèle de licence à abonnement ou à durée déterminée »?
- b. Pourriez-vous envisager d'acheminer ce problème à un niveau supérieur afin d'envisager sérieusement d'accepter un modèle de licence « à terme ou à abonnement »?

5.7. La question sur une licence perpétuelle par rapport à une licence à abonnement a été posée et a reçu une réponse à la question 2.16 de la modification 003.

Aux termes de l'alinéa 7.2 b), le Canada cherche à obtenir une licence perpétuelle. Les modalités et conditions relatives sont publiées. L'État exige que les soumissionnaires présentent des soumissions qui tiennent compte de l'exigence complète.